

Haut Conseil pour l'Investissement
Premier rapport bouclé p4

Événement Hub Africa
Le Gabon partie prenante p5

Secteur des mines
Améliorer sa contribution économique p6

Développement énergétique
Les efforts se poursuivent p7

**Formation professionnelle
des femmes**
Devenue une priorité p8

Investissement financier Le Gabon demeure un marché attractif

p.2



Action gouvernementale

Ali Bongo Ondimba
remobilise
le gouvernement



p.3

Investissement financier

Le Gabon demeure un marché attractif

Publié le 27 février 2017
www.ledefigabon.com

Malgré une conjoncture difficile, les financiers estiment que le Gabon se caractérise toujours par un environnement macroéconomique stable et nettement plus enviable que celui de certains autres pays. On souligne en outre le potentiel important de notre économie en dépit de l'évolution de l'activité pétrolière.

Un constat qui permet au pays de conserver son pouvoir d'attraction vis-à-vis des investisseurs et notamment ceux qui sont intéressés par son marché obligataire. Rappelons qu'en octobre dernier, une mission d'investisseurs a séjourné

à Libreville et a rencontré les autorités dont le ministre de l'Economie, de la Prospective et de la Programmation du Développement Durable.

La délégation a été composée d'analystes financiers de structures présentes sur les marchés financiers internationaux et ayant souscrits aux différents emprunts obligataires de la République gabonaise en 2007, 2013 ou 2015. Il s'agissait notamment de JP Morgan Securities, Alliance Bernstein ou encore Franklin Templeton Investments. L'objet principal de ladite mission était de disposer d'une appréciation réaliste de la situation économique et sociale du Gabon ainsi que d'une meilleure compréhension des perspectives à court et moyen termes. L'enjeu pour notre pays étant de concourir à la stabilité des cours de ses titres sur les marchés financiers.

La délégation, qui a quitté le pays visiblement rassuré, a aussi échangé avec la Banque des Etats de l'Afrique Centrale, l'Agence Nationale des Grands Travaux, la Direction Générale des Hydrocarbures ainsi qu'avec Olam Gabon. Les discussions ont essentiellement porté sur l'exécution du budget de l'Etat en 2016 et les prévisions de la loi de finances 2017, l'évolution des agrégats monétaires et du compte courant et les réalisations du Plan Stratégique Gabon Emergent.





Action gouvernementale

Ali Bongo Ondimba remobilise le gouvernement

Publié le 21 février 2017
www.ledefigabon.com

Le chef de l'Etat gabonais a profité de la tenue, ce lundi, du conseil des ministres, pour pousser l'exécutif à se retrousser les manches après « avoir constaté un ralentissement de l'action gouvernementale globale ». Ali Bongo Ondimba a exhorté les membres du gouvernement à une plus grande implication dans leurs actions tant individuelles que collectives, en vue d'accélérer la mise en œuvre du projet de société sur la base duquel il a été réélu en août 2016, et de répondre ainsi aux attentes de la population.

Le président de la République a, tout autant, rappelé aux membres du Gouvernement ministres l'impérieuse nécessité de redoubler d'efforts en vue de favoriser la relance de l'économie, d'explorer des nouvelles opportunités sources de croissance diversifiée, de lutter contre les abus et gaspillages. La solidarité gouvernementale a aussi fait partie des sujets abordés par le chef de l'Etat qui a souligné que « les ministres n'ont pas vocation à exprimer des opinions personnelles sur l'action du gouvernement, ni à avoir des états d'âme. Ils doivent au contraire mobiliser toute leur énergie à faire réussir l'action gouvernementale qui est, avant toute chose,

une action collective, pour le bien du peuple gabonais ».

Dans ce même ordre d'idée, le président a appelé l'ensemble des membres de l'exécutif à s'impliquer pleinement dans le dialogue politique qui va s'ouvrir. A noter en outre que le communiqué publié à la suite du conseil des ministres a rappelé que de nombreuses mesures visant à l'amélioration des conditions de vie des Gabonaises et des Gabonais ont été prises. Parmi les actions citées : la préservation du pouvoir d'achat des compatriotes, le relèvement des allocations familiales, l'augmentation de l'ordre de 30 % des salaires dans la fonction publique, la prise en charge des populations économiquement faibles par la CNAMGS, pour ne citer que ces quelques exemples.

Malgré tous ces efforts consentis par le contribuable en période de crise économique, certains compatriotes n'assurant pas régulièrement la charge pour laquelle ils perçoivent une rémunération, font dans le déni, la surenchère et la politisation de l'école gabonaise. Et le gouvernement de condamner ces comportements et en rappelant que la liberté syndicale ne peut s'exercer que dans le respect des textes en vigueur.

Haut Conseil pour l'Investissement

Premier rapport bouclé

Publié le 02 mars 2017
www.ledefigabon.com



Le Premier ministre Emmanuel Issoze Ngondet a reçu ce matin des mains du ministre de la Promotion des Investissements, Madeleine Berre, le rapport des groupes de travail thématiques mis en place le 20 janvier dernier, lors de la tenue de la première phase de la réunion du comité interministériel pour l'investissement.

Au cours de cette cérémonie de restitution des travaux des différents ateliers au gouvernement, le chef du gouvernement a souligné l'importance de «l'accompagnement du milieu des affaires dans la création de richesses, la croissance inclusive et la création d'emplois.»

Dans cet esprit, le plan de relance écono-

mique annoncé par le gouvernement aura pour objectif de restaurer la confiance des opérateurs économiques, des investisseurs et des partenaires extérieurs.

Et pour y arriver, le gouvernement s'engage à mettre en œuvre plusieurs mesures incitatives. Notamment, le traitement de la dette intérieure pour garantir au secteur privé le respect de ses engagements, l'amélioration du cadre des affaires, la mise à niveau de la compétitivité des filières porteuses de la diversification de l'économie, de la modernisation du système bancaire et du dispositif fiscal.

Notons que le Haut Conseil pour l'Investissement sera convoqué le 07 mars prochain et se tiendra sous la présidence du chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba.

Evénement Hub Africa

Le Gabon partie prenante

Publié le 02 mars 2017
www.ledefigabon.com

Organisée sous le haut patronage du roi Mohammed VI avec le parrainage du département des Affaires étrangères et de la coopération, Hub Africa est une manifestation d'envergure initiée par NGE Impact et Maroc Export.

L'événement se présente comme une plateforme qui a pu se transformer en un instrument d'accompagnement par excellence des entrepreneurs africains vers la réussite dans la mesure où elle encourage l'entrepreneuriat, la création de valeurs et la lutte contre le chômage.

En vue des préparatifs de cet événement, les principaux promoteurs de Hub Africa ont l'honneur et l'opportunité de rencontrer, ce mardi 28 février 2017, l'ambassadeur Haut-représentant de la République gabonaise, près le Royaume du Maroc, Abdu Razzaq Guy Kambogo.

Selon Tarik Mounim, directeur du développement du pôle partenariat de Hub Africa et

dont les propos ont été rapportés par Gabon Economie, « le but de cette audience sollicitée auprès du chef de la mission diplomatique du Gabon, au royaume du Maroc, consistait à signaler que lors de cette édition qui se tiendra entre le 4 et le 5 mai 2017, le Gabon devait être porté à l'honneur ».

Le premier responsable du pôle partenariat de Hub Africa qui a profité de l'occasion pour indiquer que son organisation compte passer par les canaux diplomatiques pour transmettre les différentes invitations aux autorités politiques, administratives ainsi qu'aux entreprises gabonaises incitées à prendre part à la manifestation.

Abdu Razzaq Guy Kambogo a pour sa part laissé entendre que le Gabon est entièrement favorable à ce genre d'initiative et se tient disponible convaincre les institutions et la communauté économique du pays de s'impliquer dans cette 5e édition de Hub Africa qu'il considère comme « la plateforme permanente au service des entrepreneurs et investisseurs africains ».





Secteur des mines

Améliorer sa contribution économique

6

Publié le 04 mars 2017
www.ledefigabon.com

Pour le Fonds Monétaire International, l'enjeu est de maîtriser davantage le mécanisme de production des ressources qui alimente les caisses de l'Etat gabonais, mais aussi de voir quel effort peut être consenti dans le cadre du programme de relance économique. C'est tout l'intérêt de la séance de travail tenue dernièrement entre le ministre des Mines, Christian Magnagna, et la délégation de cette institution.

A savoir qu'en raison de la conjoncture économique qu'il subit, au même titre que les autres pays de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (Cemac), le Gabon a sollicité l'assistance du FMI pour l'accompagner dans son défi de remettre son économie sur les rails de la croissance.

Depuis la fermeture de la Compagnie des mines d'uranium de Franceville (Comuf) à la fin des années 1990, l'activité minière au

Gabon se concentre à présent sur deux ressources minérales : le manganèse et l'or. La production annuelle de manganèse par la Compagnie minière de l'Ogooué (Comilog), oscille aujourd'hui autour de 3 millions de tonnes.

Ce chiffre pourrait atteindre 6 millions de tonnes, à moyen terme, grâce aux contributions de la société Nouvelle Gabon Mining et de la Compagnie industrielle et commerciale des mines de Huanzhu, en activités respectivement à Franceville et Ndjolé.

Quant à celle de l'or, elle se situe autour de 1,5 million de tonnes par an. Si cette production provient pour l'instant de la mine à ciel de Bakoudou, développée par la société Ressources Golden Gabon, la décision du conseil des ministres du 11 février 2016 de mettre en place un cadre normatif pour l'exploitation de cette ressource, désormais classée "substance stratégique", devrait permettre de mieux suivre la production en termes de qualité et de quantité.

En somme, la contribution du secteur minier au Produit intérieur brut (PIB) du pays est encore faible. Toutefois, les politiques initiées depuis quelques temps commencent à se matérialiser et devraient bientôt produire les résultats escomptés. Et les experts du Fonds monétaire international sont bien persuadés que «le secteur minier gabonais peut, au regard de ses multiples opportunités, contribuer à mobiliser davantage de ressources et élever son poids dans l'économie nationale».

Développement énergétique

Les efforts se poursuivent

Publié le 27 février 2017
www.ledefigabon.com

Le ministre d'État, Guy Bertrand Mapangou a présidé dernièrement une réunion avec la SEEG, le FGIS et MERDIAM. Celle-ci a porté sur la construction d'un barrage de 57mw sur Kinguelé aval et dont les études de faisabilité sont terminées. Pour le membre du gouvernement, les efforts se poursuivent pour adapter le système énergétique aux besoins des Gabonais.

Peu avant cette réunion, une rencontre technique a eu lieu sur la situation des délestages

dans ville de Tchibanga. Elle a été présidée par le directeur général de l'Énergie, en présence d'un représentant de la SEEG. Il était question de rassurer les autorités de la municipalité de cette ville, présentes à cette rencontre, sur les actions urgentes à mener pour remédier à la situation.

Rappelons également que le 3 février 2017, le ministre d'Etat a présidé une réunion à laquelle prenaient part, les services du Budget et de l'Economie. Objectif : examiner la dette de l'Etat vis-à-vis de la SEEG.

Guy Bertrand Mapangou qui estime par ailleurs que les actions de son département doivent s'inscrire dans une cadre de large partenariat avec les pays amis du Gabon. C'est ainsi que s'est tenue la signature de la Note Technique entre la Direction Générale de l'Energie et les représentants du Groupe Japonais JICA.

Un partenariat avec le Japon relatif à l'approvisionnement additionnel dans le cadre du Projet de Promotion de l'énergie Propre en utilisant le Système Photovoltaïque sur les sites du Ministère des Affaires Étrangères et celui de l'Université Omar Bongo.





Formation professionnelle des femmes

Devenue une priorité

8

Publié le 27 février 2017
www.ledefigabon.com

Un ambitieux projet de partenariat en faveur de la formation et de l'autonomisation des femmes est en préparation. Il impliquera l'École supérieure de commerce et de tourisme du Gabon. Les apprenantes pourront bénéficier à la fin de leur formation d'une insertion professionnelle dans les domaines concernant l'hôtellerie et la restauration.

Pour Chrystel Limbourg Iwenga, Secrétaire générale adjointe coordinatrice de l'UFPDG, les actions menées dans ce domaine sont inspirées de la vision de la politique du chef de l'État Ali Bongo Ondimba concernant les femmes et « l'engagement déterminé de la Première dame Sylvia Bongo Ondimba ».

La remise en activité des centres professionnels d'apprentissage des métiers de la femme dans l'ensemble du pays est devenue une priorité. Les programmes d'apprentissage s'étendent entre autres sur l'informatique, la gastronomie, la couture, le secrétariat et la coiffure.

Chrystel Limbourg Iwenga espère ainsi que ces centres pourront aider les femmes à maîtriser des techniques professionnelles pour fortifier leur position sur le marché de l'emploi.

Elle avait indiqué à ce sujet que les femmes peuvent contribuer à l'élévation de leur statut social par leurs propres efforts. « Le but qu'on poursuit à travers ce programme d'apprentissage consiste à encourager les femmes à apprendre des techniques et à se lancer dans la construction économique du pays », a-t-elle déclaré.

